

# COMMENT S'ADAPTER À LA CRISE ?

Dossier réalisé avec le CNLAPS, la Croix-Rouge française, la FCSF, la Fnadepape et l'Unaforis

**D**e l'effondrement des marchés, en 2008, aux incertitudes qui planent encore au-dessus de la monnaie européenne, la crise financière n'en finit pas d'affaiblir l'économie, menacée de récession, et de fragiliser un tissu social déjà mal en point. Le franchissement, début septembre, du seuil des trois millions de chômeurs en France marque sans doute un tournant psychologique. Mais les acteurs du Journal des Réseaux, souvent en première ligne, n'ont pas attendu la publication de ce chiffre pour prendre la mesure d'une précarité grandissante. "Depuis plusieurs années, nous constatons une progression annuelle de 10 à 15 % de la fréquentation de nos points de distribution alimentaire et de nos vesti-boutiques", indique ainsi Didier Piard, le directeur de l'action sociale au sein de la Croix-Rouge française. Le phénomène est double, explique-t-il. "D'une part, ceux qui étaient déjà en difficulté le sont aujourd'hui encore plus. D'autre part, on observe la montée en puissance de nouvelles catégories de bénéficiaires, des retraités ou encore les travailleurs pauvres, qui occupent un emploi payé au Smic mais n'arrivent pas, malgré tout, à s'en sortir". Beaucoup sollicitent des aides au maintien dans le logement, aides dont l'enveloppe globale a triplé en cinq ans. Parmi ces nou-

veaux publics, beaucoup de personnes qui disposent de plus de 964 euros mensuels (60 % du revenu médian) et qui ne sont donc pas comptabilisées dans les statistiques de la pauvreté mais qui sont mises en difficulté par la hausse des prix de l'habitat et de l'énergie. De même, observe Didier Piard, "de plus en plus de gens renoncent à des soins faute de complémentaire". Et comme le raconte Bernard Heckel, le directeur du Comité national de liaison des associations de prévention spécialisée (CNLAPS), "dans les familles qui vivent avec les minima sociaux, le 10 du mois, il n'y a déjà plus d'argent". Nombre d'éducateurs spécialisés rapportent aussi cette anecdote qui en dit long : "Beaucoup de gens disent qu'ils vont faire le plein mais achètent en réalité le minimum de carburant, cinq euros".

**Les jeunes en première ligne.** Dans ce contexte tendu, les jeunes comptent parmi les plus exposés. La précarité étudiante semble gagner du terrain, y compris au sein des centres de formation en travail social (lire p.50). Quant aux jeunes qui déjà galèrent, ils voient leurs difficultés s'accroître, et tout particulièrement ceux qui sortent de l'aide sociale à l'enfance. Jean-Marie Muller, le président de la Fédération nationale des associations



© Croix-Rouge française

d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance (Fnadepape), nous précise en effet que son association départementale, en Meurthe-et-Moselle, distribue chaque année pas moins de 160 000 euros d'aides notamment pour permettre à des jeunes – environ 400 – de continuer à étudier ou à se former malgré la hausse des prix des loyers ou encore celle des

# LE DOSSIER DES RÉSEAUX

transports. “À dire vrai, ces besoins croissants s’expliquent aussi, dans une certaine mesure, par la volonté, de plus en plus répandue chez nos jeunes, et c’est tant mieux, d’obtenir un meilleur niveau d’éducation et de qualification”, nuance-t-il.

Ce qui est certain, en tout cas, c’est que les préoccupations économiques concernent de plus en plus de monde, comme le constate la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF). “Tous les quatre ans, les centres sociaux sont tenus de réécrire leur projet à partir des préoccupations des habitants, explique Jérôme Bar, ancien délégué de la fédération de la Drôme. “Auparavant, ceux-ci soulevaient souvent des questions de discrimination ou de relations de voisinage. Dorénavant, ils préfèrent mettre en avant les écarts de niveau de vie, perçus comme une injustice”, raconte-t-il.

**La priorité, c’est l’emploi.** La crise pose un vrai défi aux réseaux, qui ont à cœur de renforcer leurs dispositifs de solidarité, alors que leurs ressources progressent

peu. Il faut donc rationaliser chaque fois davantage les modes d’intervention. Au sein de la Croix-Rouge, confie Didier Piard, “on cherche à s’assurer de l’efficacité de l’aide matérielle (alimentation, textile, dons en nature), qui mobilise plus de 12 000 personnes dans le secteur de l’alimentation et 10 000 autres dans les vestiaires et vesti-boutiques”. Une étude d’impact a ainsi été lancée pour déterminer les modalités de distribution alimentaire (colis, épiceries, chèques d’accompagnement...) les mieux adaptées aux besoins des publics.

De même pour favoriser l’insertion des anciens de l’Ase, une dizaine d’associations départementales membres de la Fnadepape ont lancé des dispositifs d’aide au logement. Comme à Nice par exemple où elles mettent à disposition des jeunes un appartement qu’elles possèdent. “Le plus souvent, cependant, elles louent elles-mêmes, puis le bail passe au nom du jeune lorsque celui-ci a apporté au propriétaire tous les gages de sérieux”, détaille Jean-Marie Muller.

Sur le front de l’emploi, les bénévoles



*Ci-dessus : La Croix-Rouge a lancé une étude d’impact pour déterminer les modalités de distribution alimentaire les mieux adaptées aux besoins des publics.*

*À droite : Au centre social de Barbezieux-Saint-Hilaire, en Charente, la confiture a un goût de solidarité.*

des Adepape mobilisent davantage leurs réseaux personnels et professionnels. Et, précise Jean-Marie Muller, ils n’hésitent pas, parfois, à les accompagner jusqu’à la porte des employeurs, afin d’éviter le syndrome du “je n’ai pas pu me lever, de toute façon ce poste n’était pas pour moi”. Comme l’indique Bernard Heckel, le directeur du CNLAPS, les éducateurs spécialisés, eux aussi, tentent d’élargir le cercle de leurs connaissances dans les milieux professionnels et sont plus que jamais à l’affût des opportunités de travail dont pourrait bénéficier leur public. “Savoir qu’un poste se libère avant que ne soit passée une annonce chez Pôle emploi, c’est avoir des chances supplémentaires de l’obtenir”, relève-t-il. Et à défaut d’occasion, “pour maintenir l’espoir chez les jeunes, les mettre en selle, valoriser ce qu’ils savent et ce qu’ils sont, les associations s’impliquent de plus en plus dans les chantiers éducatifs”, rapporte Bernard Heckel. Car maintenir l’espoir, cela passe souvent, aussi, par des initiatives locales, des projets qu’on pourrait

## “LA CRISE A SOUVENT BON DOS”

**A** lertée par nombre de ses membres sur une diminution de leurs financements, la Fnadepape a mené récemment une enquête sur l’ensemble de son réseau. Les résultats sont préoccupants. Si certaines associations ont vu leurs subventions progresser, beaucoup d’autres connaissent des chutes drastiques de moyens. “À chaque fois, les conseils généraux justifient leurs décisions en invoquant la crise”, résume Jean-Marie Muller.

Pour le président de la fédération, c’en est assez. “La crise a souvent bon dos”, s’exclame-t-il, même s’il a conscience qu’une partie des associations départementales “doivent elles aussi donner plus de visibilité et de lisibilité à leurs actions” pour conserver le soutien des pouvoirs publics. “Les financements généraux proviennent en général des crédits de fonctionnement de l’aide à l’enfance. Mais le soutien que nous accordons aux jeunes sous la forme de contrats par objectifs est financé sur les crédits de l’insertion, pour lesquels nos associations sont en concurrence avec bien d’autres acteurs”. Il suffirait de nouvelles baisses de subventions pour que la moitié d’entre elles s’effondrent, prévient le président de la Fnadepape.



© Centre social barbezilien

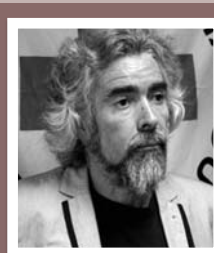
dire basés sur le simple bon sens et qui pourtant parviennent à redonner de l'élan aux plus vulnérables. "Nous nous étions rendu compte que dans la campagne environnante, beaucoup de personnes âgées n'avaient plus la force de faire la récolte dans leurs vergers", témoigne Séverine Chabeauti, conseillère en économie sociale et familiale au centre social de Barbezieux-Saint-Hilaire (Charente). "Nous les avons convaincus de laisser les habitants de la commune ramasser les fruits, pour ensuite fabriquer des confitures et des compotes. Un tiers des pots revient aux familles, un autre aux propriétaires des vergers et un troisième au centre social, qui les vend pour financer la fourniture des bocaux", explique-t-elle.

**"La démocratie s'enrichit vraiment si elle a la voix de tous"**. Avec un résultat étonnant, car depuis 2009, les participants à cet atelier produisent 1 500 à 2 000 pots par an, précise Séverine Chabeauti. Dans certaines familles associées à ce projet, pour-

suit-elle, "la compote était presque perçue comme un produit de luxe" Par-delà ce type d'initiatives qui allient solidarité et système D, les centres sociaux cherchent ainsi à renforcer le "pouvoir d'agir" des habitants. C'est d'ailleurs l'un des buts des "Marches pour la dignité et contre la pauvreté" qui se sont déroulées en Rhône-Alpes en 2009, 2010 et 2011 sous l'impulsion des centres sociaux. "Il s'agissait de mettre les préoccupations économiques un peu plus haut dans l'agenda politique, tout en amenant les premiers concernés à porter eux-mêmes leurs revendications dans l'espace public, qu'il s'agisse de l'application du quotient familial dans les cantines municipales ou de la mise à disposition d'un jardin partagé", indique Jérôme Bar, l'un des organisateurs de cet événement. "Nous avons par exemple obtenu du conseil général de la Drôme que dans chaque centre médico-social, une assistante sociale puisse être formée aux droits sociaux des migrants demandeurs d'asile. De même, le conseil général de l'Isère

## LA QUESTION DU MOIS

### Qu'attendez-vous de la conférence nationale sur l'exclusion et la pauvreté ?



**Didier Piard,** directeur de l'action sociale à la Croix-Rouge française.

**L**e gouvernement réunira pendant deux jours [les 12 et 13 novembre, NDLR] les acteurs de l'exclusion, pour ensuite élaborer un plan quinquennal de lutte contre la pauvreté. C'est là une décision très intéressante, à condition que cet événement soit l'occasion d'engager des réformes véritablement structurelles visant par exemple à combattre l'empilement des dispositifs

sur un même territoire ou à redonner un véritable pouvoir de décision aux instances départementales. Cela suppose notamment d'interroger l'efficacité des politiques en cours et de ne pas hésiter à les remettre en cause.

L'objectif doit être aussi, de notre point de vue, de redonner confiance aux personnes modestes qu'on n'a cessé de stigmatiser ces dernières années. Pour cela, il est indispensable de simplifier l'accès aux droits, ainsi que l'information. Trop souvent, en effet, les gens ne comprennent pas les aides qu'on leur accorde...

Cette conférence doit aussi montrer qu'on ne peut lutter contre l'exclusion qu'en associant tous les acteurs – les citoyens, les associations, les pouvoirs publics, les entreprises... En d'autres termes, l'État ne peut rien faire sans impliquer les forces vives des territoires.

Enfin, la prévention doit se trouver au cœur de cette rencontre. Prévention des expulsions, du surendettement, de la maladie...

travaille sur l'idée d'une avance sur les droits supposés aux personnes qui passent du statut de chômeur à celui de bénéficiaire du RSA, en attendant que leurs dossiers ne soient instruits", se félicite Jérôme Bar. À ses yeux, "la démocratie s'enrichit vraiment si elle a la voix de tous, y compris des plus pauvres, de surcroît lorsqu'elle est confrontée à une crise économique et sociale". ■

## LA PRÉCARITÉ PROGRESSE AUSSI CHEZ LES ÉTUDIANTS EN TRAVAIL SOCIAL

**Plusieurs centres de formation en travail social ont mis en place des dispositifs d'aide pour soutenir leurs étudiants. Parce que les cursus, à temps plein, sont basés sur l'alternance, ceux-ci n'ont guère la possibilité d'occuper en parallèle un emploi pour financer leurs études.**

**D**epuis plusieurs années, diverses enquêtes, réalisées notamment par l'Union nationale des étudiants de France (Unef) et par l'Observatoire de la vie étudiante, indiquent une progression de la précarité au sein de la population étudiante. Ce phénomène n'épargne pas les centres de formation en travail social, loin s'en faut. C'est ce que montre une étude du Groupement régional d'Île-de-France (Grif), réalisée en 2009-2010 auprès de 1 000 étudiants se préparant aux métiers de la filière éducative (éducateur spécialisé, moniteur éducateur, aide médico-psychologique) et à celui d'assistant de service social.

Ce pôle ressource recherche en travail social a ainsi pu mettre en évidence le fait que les étudiants en voie directe – qui s'avèrent être les plus jeunes – ne peuvent suivre une formation sans aide extérieure en argent ou en nature, ce qui engendre fréquemment une forte dépendance à la famille. "Ils pratiquent tout autant "l'auto-restriction" de leurs consommations que leurs collègues des universités, et rencontrent les mêmes problèmes qu'eux en matière de logement/transport (augmentation du coût et du temps de transport pour compenser l'éloignement des logements les moins coûteux) et de santé (restriction des dépenses de soins et d'alimentation)", poursuivent les auteurs de ce document.

### La solidarité s'organise dans les écoles

"On constate par exemple qu'un certain nombre d'étudiants n'ont pas les moyens de s'offrir un ordinateur", raconte Chantal Goyau, la présidente du Grif et directrice générale de l'Etsup (École supérieure de travail social), à Paris. "Beaucoup demandent à pouvoir rester tard le soir dans notre salle informatique. Dans la mesure du possible, nous leur prêtons un ordinateur afin qu'ils puissent continuer à étudier dans de bonnes conditions", indique-t-elle.

Au sein de son établissement, la solidarité s'organise, notamment entre étudiants. "Il y a deux ans, le bureau des élèves organisait régulièrement des ventes de sandwiches, afin d'alimenter une cagnotte. Les sommes collectées permettaient ensuite de venir en aide aux camarades en situation de précarité", témoigne Chantal Goyau.

Non loin de là, à l'IRTS de Montrouge-Neuilly-sur-Seine, les délégués étudiants ont, eux, diffusé un questionnaire qui a permis de mettre en



évidence des situations individuelles parfois très délicates. "Certains sauteraient des repas pour limiter leur budget alimentaire", rapporte Hervé Létang, le directeur de l'établissement. "Comme notre centre n'est pas situé à proximité d'un Crous [Centre régional des œuvres universitaires et scolaires, NDLR], nos étudiants n'ont pas forcément accès aux services et aux aides dont bénéficient ceux des universités", remarque-t-il. "Par ailleurs, le principe même des formations en travail social, à temps plein et en alternance, avec des périodes de stages, empêche souvent les étudiants de s'engager sur le long terme, avec des horaires fixes, dans de petits boulots", explique-t-il.

Conscient de ces contraintes, l'IRTS a lancé en juin dernier une expérimentation : sur son site de Montrouge, une association de travailleurs sociaux bénévoles accueille deux fois par semaine les étudiants qui le souhaitent pour les orienter, le cas échéant, vers les services compétents. Une démarche similaire sera mise en place par le Secours popu-

laire sur le site de Neuilly à partir de cette année.

Les régions, elles aussi, sont souvent mobilisées contre cette précarité étudiante. Rhône-Alpes, par exemple, a mis en place un fonds d'aide, doté de 750 000 euros. "L'an dernier, le nombre de nos étudiants qui ont sollicité un soutien financier a doublé – même si leur nombre reste relativement limité, une douzaine de personnes sur 450", raconte Marc Souet, directeur général adjoint, en charge de la pédagogie, à l'IFTS d'Echirolles, dans la banlieue de Grenoble.

Plus qu'à la crise, ce responsable lie cette évolution à la réforme des dispositifs d'aide aux chômeurs en formation. "Auparavant, lorsque prenait fin l'allocation-chômage, les étudiants continuaient à percevoir la même somme jusqu'à la fin de leur cursus. Depuis la loi de finances 2011, la rémunération de fin de formation est plafonnée à 650 euros et elle ne concerne que les cursus conduisant à des métiers en tension. Ceux d'éducateurs spécialisés et d'éducateurs de jeunes enfants ont été retirés de la liste. Or, dans ces filières, la moitié de nos étudiants commencent leur formation avec des droits au chômage... Certains ont dû abandonner leurs études en cours de route", déplore Marc Souet. Cette réforme relève d'"un mauvais calcul", argumente-t-il, car "le taux d'emploi de nos étudiants, à l'issue de ces cursus, avoisine les 100 %". L'Unaforis, elle, réfléchit à d'autres pistes de traitement du problème.